

INSTRUCTION

N° 97-104-A7-P-R du 25 septembre 1997

NOR : BUD R 97 00104 J

Texte publié au BOCP

FONDS DE CONCOURS

ANALYSE

Réforme des modalités d'exécution des prestations de services
d'ordre et de relations publiques.

Date d'application : 25/09/1997

MOTS-CLÉS

RECouvreMENT ; COMPTABILITÉ ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
FONDS DE CONCOURS ; RECETTES ; ENCAISSEMENT ; RATTACHEMENT DE CRÉDIT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC		TGE	TOM	CPE	PGA
TGCST	ACSIA											

DIFFUSION

CS 39

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureaux C1-C2

SOMMAIRE

1. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL	3
1.1. Emission du titre de perception par l'ordonnateur secondaire	3
1.2. Recouvrement et imputation des recettes.....	4
2. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE RÉGISSEUR.....	4
2.1. Versement des sommes par les bénéficiaires des prestations.....	4
2.2. Imputation des recettes dans les écritures de la Trésorerie Générale	4
2.3. Recouvrement forcé - Décompte des intérêts de retard.....	5
3. OUVERTURE DES CRÉDITS.....	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire INTC9700099C du 30 mai 1997	6
ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-199 du 5 mars 1997	24
ANNEXE N° 3 : Décret n° 97-200 du 5 mars 1997	25
ANNEXE N° 4 : Arrêté du 5 mars 1997.....	26
ANNEXE N° 5 : Arrêté du 5 mars 1997.....	27

En application des articles 23 et 25 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, les fonctionnaires de la police nationale participant à des services d'ordre ou à des prestations de relations publiques pour le compte de personnes physiques ou morales, ne sont désormais plus autorisés à percevoir directement des rémunérations accessoires ou gratifications en contrepartie de ces interventions.

Le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 (annexe n° 2) pose le principe du remboursement à l'Etat par les tiers des interventions effectuées par les forces de police en dehors des obligations incombant normalement à la police nationale en matière de maintien de l'ordre.

Le décret n° 97-200 du 5 mars 1997 et l'arrêté du 5 mars 1997 (annexes n° 3 et 4) autorisent et fixent les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'Intérieur du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre de ces remboursements.

La présente instruction a pour objet de diffuser aux comptables la circulaire n° INTC9700099C que le ministère de l'Intérieur a adressée le 30 mai 1997 à ses services (annexe n° 1) et de préciser les nouvelles modalités de comptabilisation de ces opérations.

1. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

Le Trésorier-Payeur Général peut être amené à recouvrer le produit des remboursements des services d'ordre et des prestations de relations publiques.

1.1. EMISSION DU TITRE DE PERCEPTION PAR L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Les services de police qui ont assuré les prestations doivent adresser au préfet au plus tard *dans les 15 jours qui suivent leur intervention* un état liquidatif indiquant le montant des prestations réalisées.

Au vu de cet état, l'ordonnateur secondaire (Préfet SGAP ou Préfet du département) émet un titre de perception *dans les 30 jours qui suivent l'intervention des services de police* et l'adresse au Trésorier-Payeur Général accompagné d'une copie de la convention (ou de l'avenant) conclue entre les services de police et le bénéficiaire de l'intervention et le cas échéant d'un état indiquant le coût du carburant dans le cas de mise à disposition de véhicules.

Le titre de perception doit être émis sur le compte 901.600 « *Budget général - Fonds de concours* » et référencer le numéro et le libellé du fonds de concours :

- n° 09.2.2.040 « *Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques, autres que celles de la Préfecture de police de Paris et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique* » ;
- ou n° 09.2.2.042 « *Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par la Préfecture de police de Paris et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique* ».

Il doit également comporter l'indication du code débiteur correspondant au bénéficiaire de la prestation (cf annexe n° 4 de l'instruction codificatrice n° 94 099 A7-P-R du 21 septembre 1994).

1.2. RECOUVREMENT ET IMPUTATION DES RECETTES

Le Trésorier-Payeur Général procède à la prise en charge dans ses écritures des titres de perception selon les modalités habituelles et notifie ces derniers aux bénéficiaires des prestations. Ceux-ci doivent s'acquitter des sommes dues à la trésorerie générale *dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification de l'ordre de recette*.

Passé ce délai, des intérêts légaux sont décomptés par jour de retard.

Le Trésorier-Payeur Général est chargé de liquider et de recouvrer ces intérêts qui sont calculés au taux légal à compter du 30ème jour suivant la notification du titre de perception.

Les recettes provenant des remboursements des prestations de services d'ordre et de relations publiques sont imputées au fur et à mesure de leur encaissement au compte 901.600 « *Budget général - Fonds de concours* », spécification 2 « 11.09.XX »¹, pour être rattachées au budget du ministère de l'Intérieur.

Le produit des intérêts de retard est imputé au budget général au compte 901.590 « *Budget général - Recettes - Divers - Année courante* » à la spécification de recettes 805.92 « *Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sans titre* ».

2. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE RÉGISSEUR

Le remboursement des prestations peut s'opérer également auprès d'une régie de recettes de préfecture ou d'une régie relevant des services de police, dès lors que l'arrêté-cadre du 29 juillet 1993 autorisera l'encaissement des recettes de cette nature.

2.1. VERSEMENT DES SOMMES PAR LES BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS

Sur la base de l'état liquidatif produit par le service de police, indiquant le montant des prestations réalisées, le débiteur doit s'acquitter de son règlement auprès de la régie de recettes *dans les 30 jours qui suivent la réalisation des prestations*.

2.2. IMPUTATION DES RECETTES DANS LES ÉCRITURES DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Les sommes recouvrées au cours du mois par le régisseur sont imputées mensuellement par le Trésorier-Payeur Général sur le compte 901.600 « *Budget général - Fonds de concours* », spécification 2 « 11.09.XX » au vu des titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire sur les catégories de fonds de concours n° 09.2.2.040 « *Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques, autres que celles de la Préfecture de police de Paris et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique* »

ou n° 09.2.2.042 « *Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par la Préfecture de police et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique* ».

Les titres de perception sont transmis par le régisseur appuyés d'un chèque tiré sur son compte de dépôts de fonds pour le montant correspondant.

¹ Les deux derniers caractères de la spécification 2 représentent le code ordonnateur.

2.3. RECOUVREMENT FORCÉ - DÉCOMPTE DES INTÉRÊTS DE RETARD

Si à l'expiration du délai de 30 jours qui suivent la réalisation des prestations le redevable ne s'est pas exécuté, l'ordonnateur secondaire (Préfet SGAP ou Préfet du département) est tenu d'émettre un titre de perception à l'encontre du débiteur. Ce titre, établi pour le montant des prestations réalisées est imputé sur le compte 901.600 « *Budget Général - Fonds de concours* », spécification 2 « 11.09.XX ».

Il va permettre au Trésorier-Payeur Général assignataire de poursuivre le recouvrement des créances en cause.

Des intérêts de retard doivent être par ailleurs décomptés par le Trésorier-Payeur Général. A cet effet, le titre de perception doit indiquer la mention « *Calcul des intérêts de retard, au taux légal, à compter de l'émission du titre de perception* ».

Les recettes correspondantes sont portées au budget général (cf paragraphe 1.2).

Si l'ordonnateur n'émet pas immédiatement le titre de perception à l'expiration du délai de 30 jours, il lui appartient de calculer les intérêts de retard jusqu'à la date d'émission du titre de perception. Un seul titre est alors émis pour la part concernant le fonds de concours et pour celle relative aux intérêts de retard. Ces derniers sont comptabilisés au Budget général au compte 901.590 précité, à la spécification de recettes 805.91 « *Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sur titres* ».

3. OUVERTURE DES CRÉDITS

En application de l'arrêté du 5 mars 1997, les sommes collectées au titre des remboursements des prestations de services d'ordre et de relations publiques sont rattachées au chapitre 34.41 « *Police nationale - Moyens de fonctionnement* » du budget du ministère de l'Intérieur.

Toute difficulté d'application de cette instruction devra être signalée sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire INTC9700099C du 30 mai 1997

DIRECTION GENERALE
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
DE LA POLICE NATIONALE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Paris, le 30 mai 1997

NOR : INTC9700099C

Le ministre de l'intérieur

à

Monsieur le préfet de police

Madame et Messieurs les préfets de zone de défense

- S.G.A.P. -

- S.A.T.P. -

Mesdames et Messieurs les préfets de département

Messieurs les directeurs et chefs des services centraux de la police nationale

L'interdiction de la perception directe de toute rémunération accessoire posée par la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité a conduit à reformer les règles de remboursement afférentes aux prestations de services d'ordre et de relations publiques effectuées par les fonctionnaires de la police nationale. La présente circulaire établit les modalités de remboursement des sommes dues à l'Etat par le bénéficiaire de ces interventions, ainsi que celles de leur rattachement au budget du ministère de l'intérieur.

O B J E T : Réforme des modalités d'exécution des prestations de services d'ordre et de relations publiques.

R E F E R E N C E : - loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (articles 23, 25 et 35) ;
- décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- décret n° 97-200 du 5 mars 1997 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'intérieur, du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- arrêté du 5 mars 1997 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'intérieur, des sommes versées pour le remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997) ;
- arrêté du 5 mars 1997 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police (J.O. du 7 mars 1997).
(annexes n° 6)

ANNEXE N° 1 (suite)

La loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité a prévu, dans son article 23, que « les personnes physiques ou morales pour le compte desquelles sont mis en place par les forces de police ou de gendarmerie des services d'ordre qui ne peuvent être rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique en matière de maintien de l'ordre sont tenues de rembourser à l'Etat les dépenses supplémentaires qu'il a supportées dans leur intérêt. ».

Ce texte a posé également, dans son article 25, le principe général selon lequel « les rémunérations ou redevances versées à raison d'interventions des personnels de la police nationale en vertu des dispositions législatives ou réglementaires sont rattachées au budget du ministère de l'intérieur. »

Il résulte de ces dispositions que les fonctionnaires de la police nationale, participant à des services d'ordre ou des prestations de relations publiques pour le compte de tiers, ne sont désormais plus autorisés à percevoir directement des rémunérations accessoires ou gratification de quelque nature. Il n'est bien entendu pas permis que les sommes en cause soient versées au chef de service ou à des caisses de solidarité pour être mutualisées.

Cette réforme résulte de l'abrogation de la loi n° 47-1773 du 10 septembre 1947 par la loi du 21 janvier 1995 précitée (article 35).

Elle a pour but de clarifier les règles juridiques et budgétaires de remboursement à l'administration et de permettre ainsi une plus grande transparence et un meilleur fonctionnement des services de la police nationale.

I - PRINCIPES

1.1 Champ d'application

L'obligation de remboursement prévue par l'article 23 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité est applicable tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales.

L'expression « personne morale » désigne toute collectivité autre que l'Etat, tout organisme public ou privé.

En application du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif à certaines dépenses supportées par les forces de police, font l'objet d'un remboursement :

Les services d'ordre, mis en place à la demande des organisateurs pour des manifestations sportives, culturelles (concert, festival, carnaval, ... etc.) ou autres, qu'elles aient lieu sur la voie publique ou dans un site ou espace ouvert ou fermé accessible au public.

La distinction entre prestations pouvant être mises à la charge de l'organisateur et celles incombant à l'Etat, notamment au titre du respect de la liberté d'aller et de venir sur le domaine public, est parfois délicate. Il vous appartient, bien évidemment, d'apprécier chaque cas d'espèce en fonction des circonstances locales et du type de service d'ordre.

ANNEXE N° 1 (suite)

A titre d'exemple, les forces de l'ordre mise en place dans un stade ou prépositionnées à ses abords immédiats, notamment si celles-ci stationnent dans un périmètre protégé comme réserve de service d'ordre, sont susceptibles d'être mise à la charge de l'organisateur, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi d'orientation. En revanche, le service de circulation sur la voie publique autour de l'enceinte où se déroule la manifestation, ou encore les forces stationnées en réserve de maintien de l'ordre, demeurent a priori de la responsabilité de l'Etat.

- Les services d'escorte de transports exceptionnels. Cette terminologie inclut les escortes de convois de grand gabarit ou le transport d'oeuvres d'art, de stupéfiants, de fonds.

- Les prestations de relations publiques : traditionnellement, il s'agit de démonstrations de prestige effectuées par l'équipe de gymnastique de la préfecture de police ou le peloton acrobatique des compagnies républicaines de sécurité, la Musique de la police nationale ou des gardiens de la paix.

Ces interventions effectuées par les personnels de la police nationale font l'objet d'un remboursement - vous trouverez une liste non exhaustive des prestations habituellement réalisées à titre payant jointe en annexe n° 1 - dès lors qu'elles ne peuvent être rattachées aux obligations incombant normalement à la police nationale en matière de maintien de l'ordre.

J'appelle à nouveau votre attention sur le fait qu'en aucun cas, ces interventions ne doivent donner lieu à versement d'une rémunération directe aux fonctionnaires de la police nationale. Les sommes versées par le bénéficiaire de l'intervention des services de police correspondent, en effet, au remboursement d'une charge qui n'incombe pas normalement à l'Etat et sont rattachées par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur.

Se trouvent hors du champ d'application du décret précité les prestations exécutées par les forces de police au titre de la surveillance des jeux dans les casinos et des hippodromes et cynodromes. Cette mission de police générale, régie par des textes particuliers, peut être considérée comme incombant normalement à l'Etat.

1.2 Nature des prestations donnant lieu à remboursement

Les prestations énumérées par le décret précité consistent en :

- la mise à disposition d'agents ;
- la mise à disposition de véhicules (poids lourds, embarcations fluviales ou maritimes quelle que soit leur nature...), de matériels (barrières...) ou d'équipements (extincteurs...) ;
- le remorquage de véhicules immobilisés ou accidentés ;
- l'escorte de transports exceptionnels (dont l'acception doit être entendue au sens large cf.1.1).

1.3 Le calcul du remboursement des prestations

Les modalités de calcul du remboursement des prestations assurées par les fonctionnaires de police pour le compte de tiers sont fixées par l'arrêté du 5 mars 1997 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police.

ANNEXE N° 1 (suite)

La tarification des prestations est désormais établie selon un barème national, forfaitaire. Par voie de conséquence, les arrêtés préfectoraux fixant les taux applicables localement devront être abrogés par vos soins.

Toutefois, je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article 82 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique, les titres de recettes inférieurs à 30 F ne sont pas recouvrés. Ce seuil devrait être porté prochainement à 200 F.

Le remboursement est exclusif de toute autre rétribution, gratification et redevance.

II - LA PROCEDURE

2.1. Procédure administrative

Vous voudrez bien vous reporter au schéma de procédure administrative décrit en annexe n° 2.

2.1.1. Etablissement d'une convention

Afin de déterminer les modalités d'exécution techniques et financières du concours apporté par les services de la police nationale, vous veillerez à établir, aussi systématiquement que possible, une convention préalable sur la base des éléments qui vous seront communiqués par les services de police concernés. A cet effet, vous voudrez bien trouver en annexe n° 3 un modèle de convention-type que vous avez, bien évidemment, toute liberté d'adapter.

Dans certaines circonstances exceptionnelles ou d'extrême urgence, un simple devis accepté par le bénéficiaire peut tenir lieu de convention. En pareil cas, il convient que ce dernier fasse précéder sa signature, de la mention « bon pour accord », de ses nom, prénom et qualité et de la date d'acceptation.

La convention doit être la plus exhaustive possible. En particulier, lorsque plusieurs services sont susceptibles d'intervenir (C.R.S., sécurité publique), une demande de remboursement globale devra, autant que faire se peut, être adressée à l'organisateur. Je vous rappelle toutefois que les concours apportés par la gendarmerie nationale ne sont pas concernés par les dispositions de la présente circulaire et demeurent régis par les dispositions du décret n° 83-927 du 21 octobre 1983 fixant les conditions de remboursement de certaines dépenses supportées par les armées.

La nature et l'importance des moyens (personnels, matériels) engagés dans l'opération envisagée, ainsi que leur durée d'emploi prévisible, doivent être précisées. Un devis aussi détaillé que possible doit être réalisé.

La convention doit prévoir également l'obligation de la souscription par le bénéficiaire d'une police d'assurance garantissant, en cas de sinistre ou d'accident survenue au cours ou à l'occasion de la manifestation :

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber aux organisateurs de la manifestation, aux acteurs qui y participent ou au public qui y assiste, du fait des

ANNEXE N° 1 (suite)

dommages corporels ou matériels causés aux agents de l'Etat prévus dans la convention, ainsi que des dommages causés aux matériels et aux équipements utilisés par ces agents ;

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Etat pour des dommages causés aux tiers par les agents de l'Etat prévus dans la convention ou par leur matériels ou équipements.

Certaines manifestations sportives ou culturelles particulièrement importantes (Tour de France, Coupe du monde de football,... etc.) ou appelées à se dérouler sur plusieurs départements, pourront donner lieu à l'établissement d'une facturation selon un mode de calcul particulier, sur la base d'une convention signée au niveau national par l'administration centrale. Des instructions particulières vous seront adressées dans cette hypothèse.

Pour faciliter les conditions de remboursement par les convois routiers exceptionnels de nationalité étrangère qui requièrent sur le territoire national le concours des forces de la police nationale, la signature de la convention et la facturation des prestations pourront intervenir de façon concomitante lors de la prise en charge des véhicules.

En cas de refus de signer la convention, s'il convient que les services de police assurent les prestations, il vous appartiendra néanmoins d'émettre le titre de recette correspondant.

2.1.2. Modification des prestations prévues par la convention

J'appelle votre attention sur le fait que le nombre et l'importance des moyens humains et/ou matériels définis dans la convention en annexe peuvent être revus à la hausse ou à la baisse, à la demande du bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, souvent de façon inopinée.

Tant que la réalisation des prestations par les forces de police n'aura pas débutée, la convention pourra faire l'objet des modifications sollicitées sous forme d'un avenant signé par le bénéficiaire.

2.2 Procédure comptable

2.2.1. Modalités d'encaissement auprès du trésorier payeur général

Pour les services qui ne disposent pas de régies de recettes, vous voudrez bien vous reporter au schéma de procédure comptable décrit en annexe n° 4.

Les services de police qui auront assuré les prestations devront impérativement dans les 15 jours qui suivent leur intervention vous transmettre l'état liquidatif correspondant au montant des prestations prévues par la convention ou l'avenant.

Il vous est demandé d'émettre l'ordre de recette, au plus tard dans les 30 jours qui suivent l'intervention des services de police, et de le notifier aussitôt au trésorier-payeur général accompagné d'une copie de la convention ou de l'avenant signé et le cas échéant, d'un état indiquant le coût du carburant dans le cas de mise à disposition de véhicules.

ANNEXE N° 1 (suite)

L'ordre de recette portera imputation définitive des sommes à recouvrer sur le compte « 901.600 - budget général fonds de concours » en référant le numéro de fonds de concours n° 0922040 « Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques, autres que celles de la Préfecture de police de Paris et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique » ou n° 092242 « Remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par la Préfecture de police de Paris et non rattachées aux obligations normales incombant à la puissance publique ».

Les bénéficiaires des prestations exécutées par les forces de la police nationale devront s'acquitter des sommes dues auprès du trésorier-payeur général dans les 30 jours maximum qui suivent la notification de l'ordre de recette par le comptable. Passé ce délai, les intérêts légaux pourront lui être appliqués par jour de retard. Le trésorier-payeur général est chargé de calculer et de recouvrer lesdits intérêts. Ces pénalités de retard ne seront pas rattachées au budget du ministère par la voie du fonds de concours mais seront imputées par le comptable au budget général de l'Etat.

2.2.2. Modalités d'encaissement auprès du régisseur

Sous réserve de l'élargissement à ce type d'encaissement des arrêtés portant organisation des régies de recettes correspondantes, le remboursement des prestations pourra s'effectuer auprès d'un régisseur de recettes, soit en préfecture, soit dans les services de police qui en sont dotés (C.R.S., préfecture de police), conformément au schéma de procédure comptable décrit en annexe n° 5 et à l'instruction codificatrice du 29 juin 1993.

Le bénéficiaire des prestations exécutées par les forces de la police nationale devra s'acquitter des sommes dues dans les 30 jours suivant la réalisation des dites prestations.

Les sommes encaissées par le régisseur seront imputées sur le compte « 901.600 - budget général fonds de concours » en référant le numéro de fonds de concours n° 0922040 « Produit des recettes perçues pour prestations de services d'ordre et de relations publiques autres que celles de la préfecture de police de Paris » ou n° 092242 « Produits des recettes perçues pour prestations de services d'ordre et de relations publiques par la préfecture de police de Paris ».

En cas de non paiement dans le délai imparti des trente jours, il vous reviendra d'émettre un titre de perception à l'encontre du redevable. Le trésorier-payeur général prendra en charge le recouvrement et calculera, le cas échéant, les intérêts légaux applicables par jour de retard.


Les sommes collectées au titre de ces deux fonds de concours seront rattachées au chapitre 34.41 « police nationale - moyens de fonctionnement » et également, pour le fond de concours n° 092242, sur le chapitre 33-92 - « actions sociales au profit des personnels du ministère de l'intérieur ».

ANNEXE N° 1 (suite)

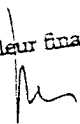
La présente instruction abroge toute disposition antérieure contraire, notamment les circulaires du 29 novembre 1947, du 30 novembre 1948, du 28 février 1951 et du 29 mai 1953.

La cellule « ordre public » du cabinet du directeur général de la police nationale (Tél : 01.40.07.22.84.) et la sous-direction de l'administration générale et des finances (Tél : 01.40.57.56.59.), à la direction de l'administration de la police nationale sont à votre disposition pour vous apporter toute précision utile sur l'application de ces instructions et sur l'appréciation des conditions dans lesquelles doit être établie la facturation correspondant à l'intervention des services de police.

Je vous remercie de bien vouloir veiller à la bonne exécution de ces instructions. J'attache une particulière importance à ce que le remboursement des tâches assurées par les services de police en dehors des obligations normales incombant à la puissance publique en matière de maintien de l'ordre, puisse intervenir dans de bonnes conditions. Vous vous voudrez bien me rendre compte immédiatement de toute difficulté d'application de cette circulaire.



Jean-Louis DEBRE

Le contrôleur financier

R. de VERNEUIL

ANNEXE N° 1 (suite)

ANNEXES

ANNEXE N° 1 (suite)

* LISTE DES SERVICES D'ORDRE ET DES PRESTATIONS DE RELATIONS
PUBLIQUES DONNANT LIEU A REMBOURSEMENT

1/ SERVICES D'ORDRE

Match de football, rugby, meeting athlétisme, tournois de tennis :

- Service à l'intérieur des installations sportives ou dans les périmètres protégés dont l'accès est réservé au public ou participants

Service d'ordre en milieu montagne :

- Critérium des neiges

Concerts, festivals, férias :

- Service à l'intérieur des sites ou dans les périmètres protégés dont l'accès est réservé au public ou participants

Courses cyclistes

Courses automobiles :

- Sur circuit fermé
- Sur route

Protections des biens particuliers (véhicules) incendiés

- Incendie des biens de particuliers

2/ ESCORTES

Armement

Oeuvre d'art

Stupéfiants

Fonds

Convois exceptionnels

3/ PRESTATIONS DE RELATIONS PUBLIQUES

Peloton acrobatique de la C.R.S. 1

Peloton acrobatique de la compagnie motocycliste de la préfecture de police

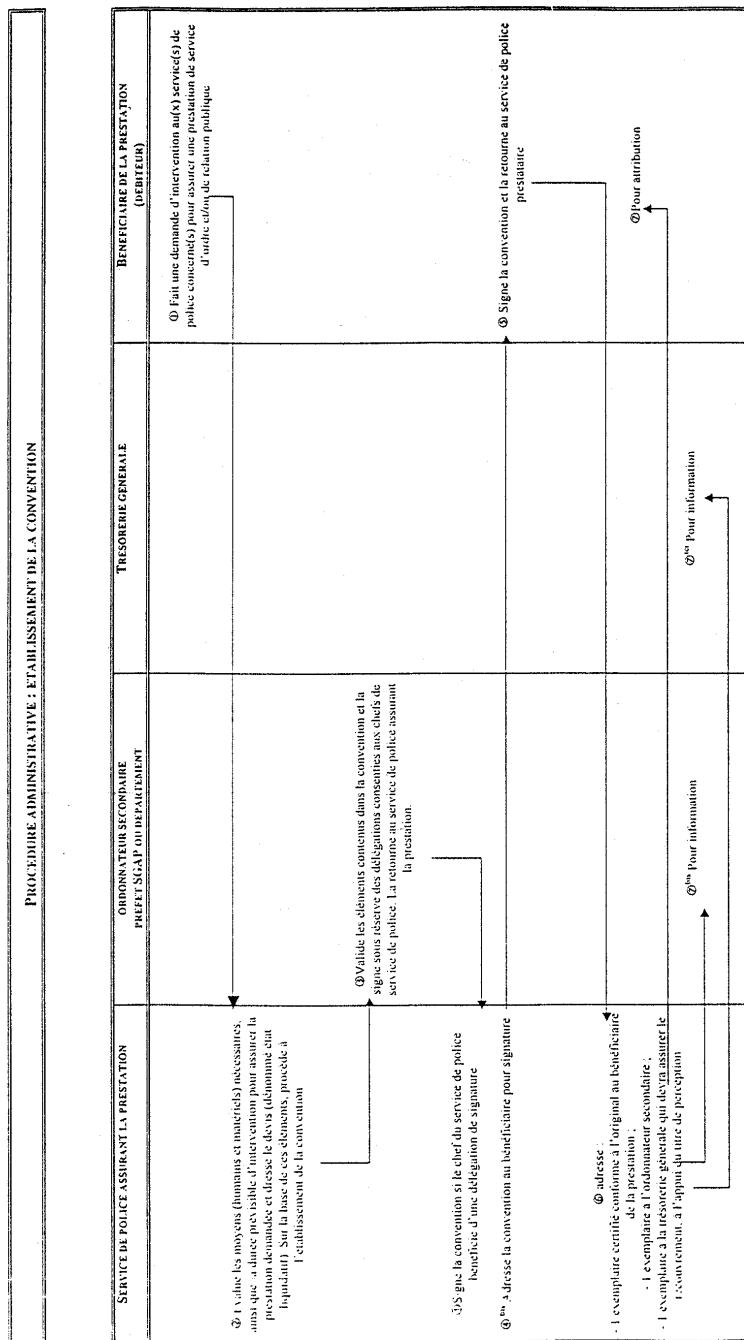
Equipe de gymnastique de la préfecture de police

Musique de la Police Nationale

Musique des Gardiens de la paix

Unité cynophile

ANNEXE N° 1 (suite)



ANNEXE N° 1 (suite)

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

MINISTERE DE L'INTERIEUR

CONVENTION CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DE DEPENSES RELATIVES A ①..... SUPPORTEES PAR LES FORCES DE POLICE

- ① Préciser s'il s'agit de : *mise à disposition d'agents ;*
 prestations de relations publiques ;
 d'escorte de convois exceptionnels ;
 mise à disposition de véhicules, de matériels ou d'équipements ;
 remorquage de véhicule immobilisés ou accidentés.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Dénomination exacte du bénéficiaire de la prestation

Adresse

*S'il s'agit d'une personne morale de droit privé indiquer :*inscrite au Registre du Commerce de sous le numéro *(le cas échéant) ;*le représentée par M. ou M^{me} *(prénom et nom de la personne habilitée à la représenter),*

D'UNE PART ;

ET :

Le ministère de l'intérieur

Préfecture de (ou SGAP de)

représenté par M. ou M^{me} *(prénom, nom et qualité de la personne habilitée à le représenter),*

D'AUTRE PART ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :ARTICLE 1^{ER} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement de dépenses occasionnées à la suite des opérations de services d'ordre ② de relations publiques ② décrites infra à l'article 2, assurées par③.

② *ayer la mention inutile*③ *désignation exacte du service de police devant assurer l'intervention*

/...

ANNEXE N° 1 (suite)

ARTICLE 2 : NATURE DE L'OPERATION

La nature de l'intervention que doit effectuer le ou les services de police doit être décrite avec précision afin d'éviter toute contestation ultérieure.

ARTICLE 3 : DUREE DE L'OPERATION

Indiquer la date de l'intervention ainsi que sa durée.

La durée de l'intervention s'entend pour les personnels^④ depuis leur mise en place jusqu'à leur libération sur le site, et pour les matériels ^④. les équipements ^④ et le kilométrage des escortes, depuis le départ du service jusqu'au retour au service.

^④ rayer la ou les mentions inutiles

ARTICLE 4 : ASSIETTE DE L'OPERATION

Les modalités d'assiette des prestations facturées sont prévues dans l'arrêté du 5 mars 1997 fixant le montant de remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police.

ARTICLE 5 : Le remboursement dû à l'Etat pour les prestations exécutées par les forces de police intervient :

- soit auprès d'une régie de recettes, sur la base de l'état liquidatif annexé à la présente convention, dans un délai de 30 jours après la réalisation de l'intervention des forces de police.

- soit lorsque le paiement ne peut s'effectuer en régie, auprès du comptable public, dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de l'ordre de recettes.

A l'appui de la demande de paiement est joint le décompte du prix du carburant dans le cas de mise à disposition de véhicules.

Dans les deux cas, tout retard dans le paiement des sommes dues entraîne l'application d'intérêts moratoires par jour de retard.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

Le bénéficiaire s'engage par le présent accord à prendre, à sa charge, un contrat auprès d'une compagnie d'assurance afin de couvrir tous les préjudices qui pourraient affecter les personnels ou les matériels mis à sa disposition, tous les dommages causés à des tiers au cours de l'opération de service d'ordre ^⑤ ou de relations publiques ^⑤ (pour les matériels départ du service-retour au service, pour les personnels depuis leur mise en place jusqu'à leur libération sur le site).

Une copie de la police d'assurance sera adressée à l'administration au moins 48 heures avant l'intervention des services de police.

^⑤ rayer la mention inutile

ANNEXE N° 1 (suite)

A titre exceptionnel, si la demande d'intervention n'est pas compatible avec le délai nécessaire pour contracter cette police, le bénéficiaire des prestations s'engage à prendre à sa charge l'intégralité des dommages qui auront pu être subis par les personnels et matériels mis à disposition ainsi que ceux qui auront pu être causés par ces derniers.

Fait à, le.....199.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le préfet de.....

DENOMINATION EXACTE DU
BENEFICIAIRE

(Qualité du signataire)

(Prénom et nom du signataire)

(Prénom et nom du signataire)

ANNEXE N° 1 (suite)

ETAT LIQUIDATIF

PRESTATIONS PAYANTES REALISEES PAR (DESIGNATION DU SERVICE DE POLICE)	BASES DE LA LIQUIDATION						MONTANT TOTAL DU (EN FF)
1° MISE A DISPOSITION D'AGENTS	nbre fonctionnaires (1)	taux horaire (2)	nbre d'heures (3)	coef. multiplicateur (4)	(1) x (2) x (3) x (4)		
2° PRESTATIONS DE RELATIONS PUBLIQUES	nbre fonctionnaires (1)	taux horaire (2)	nbre d'heures (3)	coef. multiplicateur (4)	(1) x (2) x (3) x (4)		
3° ESCORTE	nbre km parcourus par véhicule (1)	taux kilo- métrique (2)	nbre véhicules (3)	nbre fonction- naires (4)	taux horaire (5)	nbre d'heures (6)	(1) x (2) x (3) x (4) x (5) x (6)
	Toute distance parcourue inférieure à 20 Km est facturée à la valeur de 20 Km						
1° MISE A DISPOSITION DE VEHICULES, DE MATERIELS, OU D'EQUIPEMENTS	♦ 4.1 - Véhicules *						
	4.1.1 Embarcations fluviales ou maritimes						
	Prix unitaire (1)	nbre embarcations mises à disposition (2)	durée (3)	(1) x (2) x (3)			
	5.000F par période de 24 heures (hors carburant)						
	4.1.2 Poids lourd, véhicule de transport en commun						
	Prix unitaire (1)	nbre véhicules mis à disposition (2)	durée (3)	(1) x (2) x (3)			
	3.500F par période de 24 heures (hors carburant)						
	4.1.3 véhicule auto d'1 PTAC n'excédant pas 3,5 tonnes						
	Prix unitaire (1)	nbre véhicules mis à disposition (2)	durée (3)	(1) x (2) x (3)			
	2.000 F par période de 24 heures (hors carburant)						
	4.1.4 cyclomoteur, vélomoteur, motocyclette						
	Prix unitaire (1)	nbre véhicules mis à disposition (2)	durée (3)	(1) x (2) x (3)			
	1.000F par période de 24 heures (hors carburant)						

* S'agissant des véhicules mis à disposition, le coût indiqué s'entend hors carburant. Le montant du remboursement est complète du prix du carburant (consommation du carburant au réel)

ANNEXE N° 1 (suite)

PRESTATIONS PAYANTES REALISEES PAR (DESIGNATION DU SERVICE DE POLICE)	BASES DE LA LIQUIDATION				MONTANT TOTAL DU (EN FF)
4° MISE A DISPOSITION DE VEHICULES, DE MATERIELS, OU D'EQUIPEMENTS (suite)	• 4.2 - Matériels et équipements spéciaux				
	4.2.1	barrières			
	Prix unitaire (1)	nbre barrières mises à disposition (2)	durée (3)		(1) x (2) x (3)
	15F par barrière et période de 48 heures				
	4.2.2	Matériel divers (signalisation, protection, autres)			
	Prix unitaire (1)	Nature du matériel (à détailler)	nbre matériel mis à disposit. (2)	durée (3)	(1) x (2) x (3)
5° REMORQUAGE DE VEHICULES IMMOBI- LISES OU ACCIDENTES					
	5.1	Embarcations			
	Prix unitaire (1)	nbre embarcations remorquées (2)			(1) x (2)
	5.000 F par embarcation				
	5.2	Poids lourds, véhicules de transport en commun			
	Prix unitaire (1)	nbre véhicules remorqués (2)			(1) x (2)
	2.500F par véhicule				
	5.3	véhicule automobile d'1 PTAC n'excédant pas 3,5 t			
	Prix unitaire (1)	nbre véhicules remorqués (2)			(1) x (2)
	1.500F par véhicule				
	5.4	cyclomoteur, vélomoteur, motocyclette			
	Prix unitaire (1)	nbre cyclomoteurs ou motocyclettes remorquées (2)			(1) x (2)
	500F par cyclomoteur, vélomoteur ou motocyclette				

N.B. : Le montant total du remboursement pourra être détaillé du montant des prestations en nature (hébergement, nourriture) fournies éventuellement par le bénéficiaire des interventions des forces de police, sur pièces justificatives.

Fait à le 199...

(* annule et remplace l'état établi à la date du.....)

* A rayer s'il s'agit du 1^{er} état liquidatif établi au titre de la présente convention

ANNEXE N° 1 (suite)

**DETERMINATION DES TAUX HORAIRES, KILOMETRIQUES
ET DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR**

Taux horaire

- Texte de référence : décret du 26 décembre 1975 portant attribution d'une indemnité pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale (article 3).

- Taux horaire (au 1er mars 1997) : 53,75F

Taux kilométrique

- Texte de référence : arrêté interministériel du 15 novembre 1993 fixant le taux des indemnités kilométriques prévues aux articles 31 et 32 du décret 90-437 du 28 mai 1990.

- Taux :

Véhicules :

CATEGORIES (puissance fiscale du véhicule)	JUSQU'A 2 000 KM (en francs)	DE 2 001 A 10 000 KM (en francs)	AU-DELA DE 10 000 KM (en francs)
Véhicules :	1,23	1,44	0,79
de 5 CV et moins			
de 6 et 7 CV	1,48	1,78	1,04
de 8 CV et plus	1,66	1,99	1,17

Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm³) : 0,55 F.

Vélocycle (cylindrée de 50 à 125 cm³) : 0,42 F.

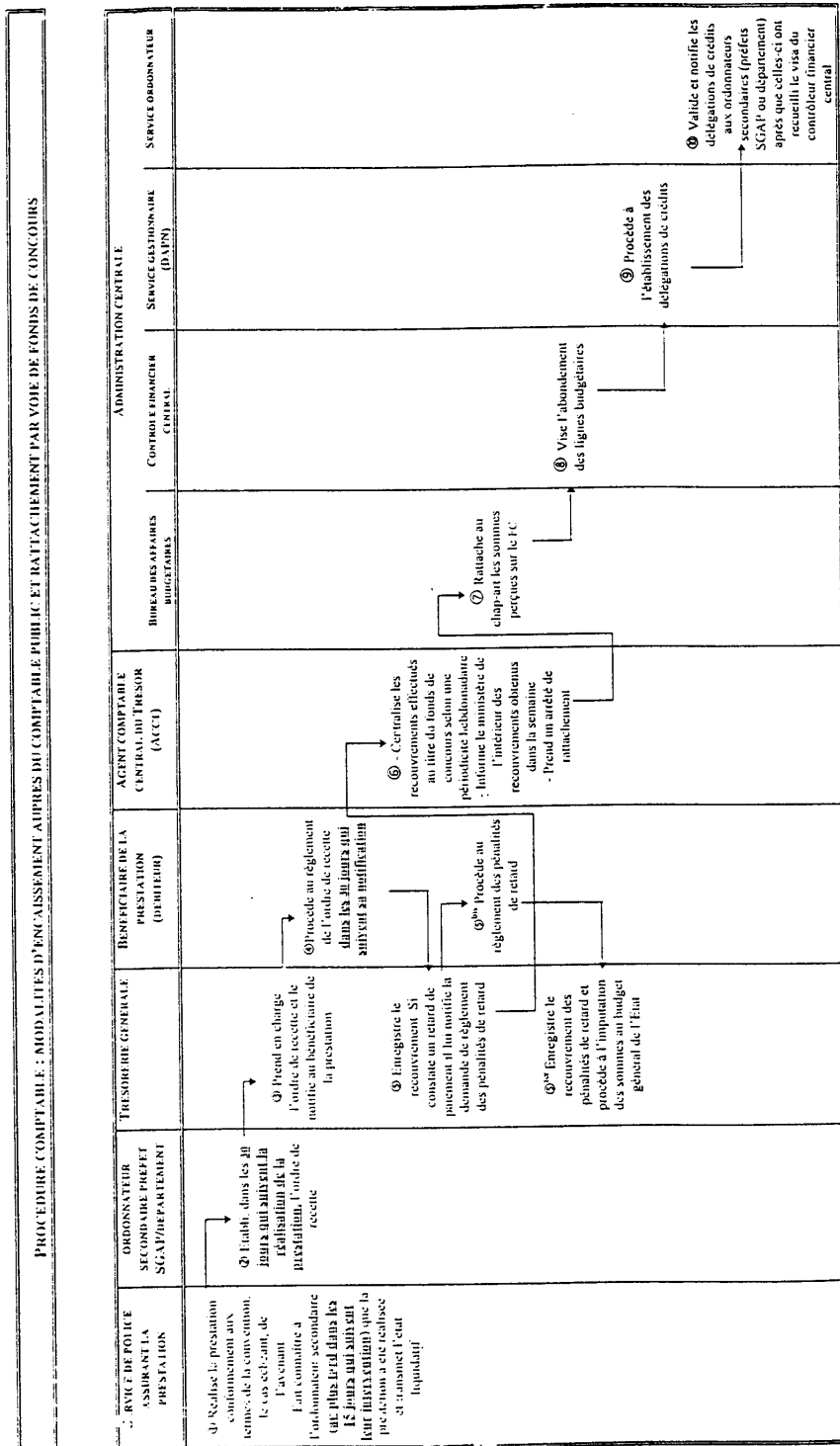
Cyclomoteur (cylindrée inférieure à 50 cm³) : 0,34 F.

Coefficient multiplicateur

Le coefficient multiplicateur est fixé à 1,2 lorsque le nombre de fonctionnaires est inférieur à 100, à 1,5 entre 101 et 500 fonctionnaires et à 1,7 au-delà.

ANNEXE N° 1 (suite)

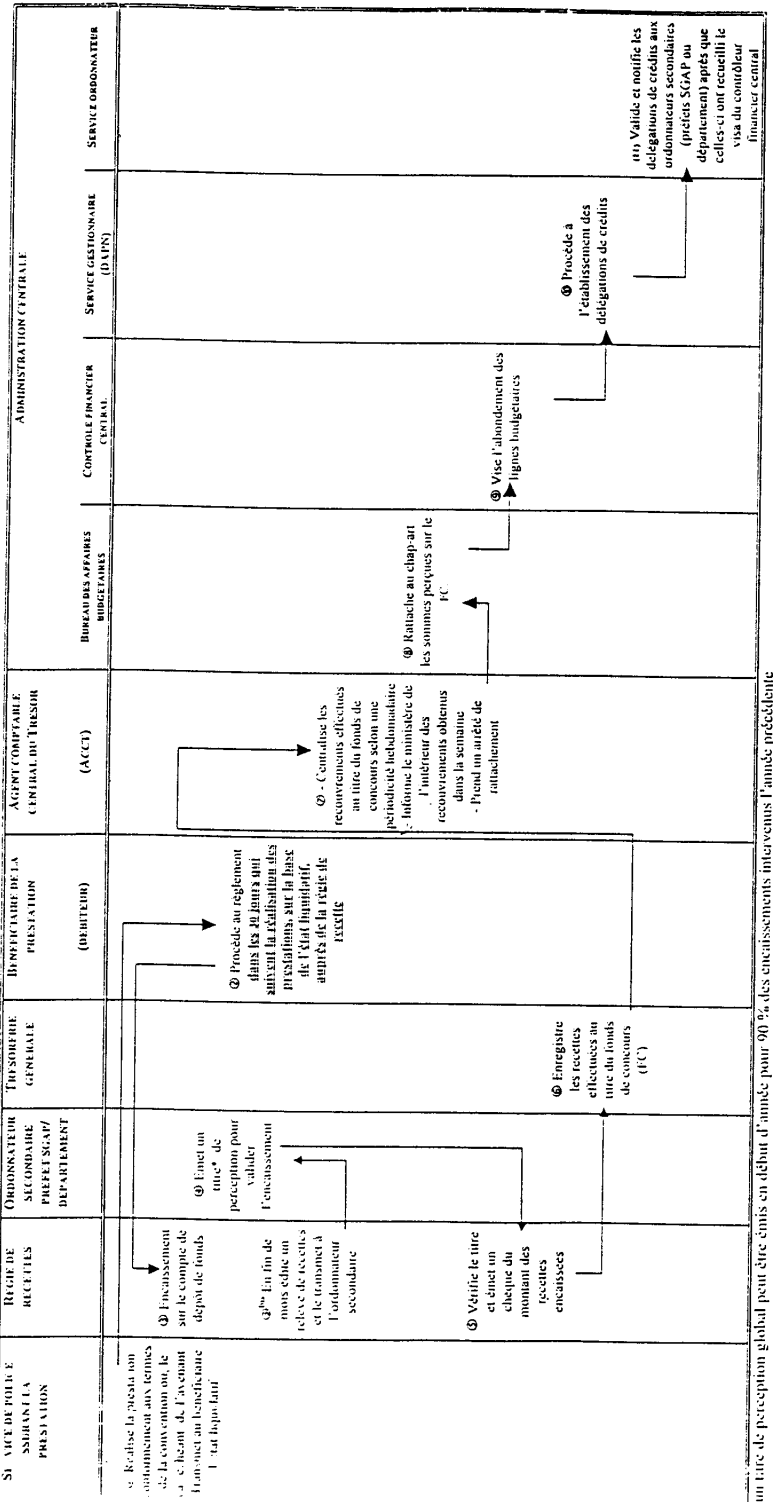
ANNEXE N° 4



ANNEXE N° 1 (suite et fin)

ANNEXE N° 5

PROCEDURE COMPTABLE : MODALITES D'ENCAISSEMENT AUPRES DU REGISSEUR ET RATTACHEMENT PAR VOIE DE FONDS DE CONCOURS



ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-199 du 5 mars 1997

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

7 mars 1997 page 3624.

Décret n° 97-200 du 5 mars 1997.

Autorisant le rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police.
NOR: INTC9700052D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment son article 19 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police,

Décrète :

Art. 1er. - Est assimilé à un fonds de concours pour dépenses d'intérêt public le produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police.

Art. 2. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et du budget fixe les modalités de rattachement au budget du ministère de l'intérieur des sommes mentionnées à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1997.

Par le Premier ministre :

le ministre de l'intérieur - Jean-Louis DEBRE

le ministre de l'économie et des finances - Jean ARTHUIS

le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement - Alian LAMASSOURE

ANNEXE N° 3 : Décret n° 97-200 du 5 mars 1997

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

7 mars 1997 page 3624.

Décret n° 97-200 du 5 mars 1997.

Autorisant le rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police.

NOR: INTC9700052D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment son article 19 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police,

Décrète :

Art. 1er. - Est assimilé à un fonds de concours pour dépenses d'intérêt public le produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police.

Art. 2. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et du budget fixe les modalités de rattachement au budget du ministère de l'intérieur des sommes mentionnées à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1997.

Par le Premier ministre :

le ministre de l'intérieur - Jean-Louis DEBRE

le ministre de l'économie et des finances - Jean ARTHUIS

le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement - Alian LAMASSOURE

ANNEXE N° 4 : Arrêté du 5 mars 1997

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

7 mars 1997 page 3626.

Arrêté du **5 mars 1997**.

Fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur des sommes versées pour le remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police.

NOR: INTC9700082A

Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment ses articles 5, 18 et 19 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, et notamment ses articles 23, 25 et 35 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police ;

Vu le décret n° 97-200 du 5 mars 1997 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police,

Arrêtent :

Art. 1er. - Les sommes versées pour le remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques effectuées par les forces de police sont rattachées par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur selon les modalités définies à l'article 2.

Art. 2. - Le produit du fonds de concours est rattaché au chapitre 34-41 (Police nationale. - Moyens de fonctionnement).

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1997.

Par le Premier ministre :

le ministre de l'intérieur - Jean-Louis DEBRE

le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement - Alian LAMASSOURE

ANNEXE N° 5 : Arrêté du 5 mars 1997

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

7 mars 1997 page 3625.

Arrêté du 5 mars 1997.

Fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police.

NOR: INTC9700083A

Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, notamment ses articles 5, 18 et 19 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 23, 25 et 35 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 26 décembre 1975 portant attribution d'une indemnité pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés, notamment ses articles 31 et 32 ;

Vu le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 97-200 du 5 mars 1997 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'intérieur du produit des recettes encaissées par l'Etat au titre des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1993 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues aux articles 31 et 32 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990,

Arrêtent :

Art. 1er. - En application du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 susvisé, les montants des remboursements dus par les bénéficiaires des prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de la police nationale sont calculés conformément au tableau ci-après :

PRESTATIONS PAYANTES réalisées par les services de police	DÉTERMINATION DU REMBOURSEMENT demandé au bénéficiaire des prestations
Mise à disposition d'agents.	Nombre de fonctionnaires x taux horaire x nombre d'heures x coefficient multiplicateur
Prestation de relations publiques.	Idem
Escorte de convois exceptionnels.	(nombre de km parcourus x (taux kilométrique) x (nombre de véhicules de police) + (nombre de fonctionnaires) x (taux horaire) x (nombre d'heures) Toute distance parcourue inférieure à 20 km est facturée à la valeur de 20 km.
Mise à disposition de véhicules, de matériels ou d'équipements.	Véhicules : - vedette fluviale ou maritime : 5 000 F par période de 24 heures (hors carburant) ; - poids lourd, véhicule de transport en commun : 3 500 F par période de 24 heures (hors carburant) ; - véhicule automobile d'un PTAC n'excédant pas 3,5 t : 2 000 F par période de 24 heures (hors carburant) ; - cyclomoteur, motocyclette : 1 000 F par période de 24 heures (hors carburant). Matériels et équipements spéciaux : - barrières : 15 F par barrière et par période de 48 heures ; - matériels divers (signalisation ou protection) : 1 000 F par période de 24 heures.
Remorquage de véhicules immobilisés ou accidentés.	Poids lourd, véhicule de transport en commun : 2 500 F par véhicule. Véhicule automobile d'un PTAC n'excédant pas 3,5 t : 1 500 F par véhicule. Cyclo, cyclomoteur, motocyclette : 500 F par véhicule.

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

Art. 2. - Pour l'application de l'article 1er du présent arrêté, les différents taux sont fixés ainsi qu'il suit :

- le taux horaire est déterminé conformément aux dispositions du décret du 26 décembre 1975 susvisé ;
- le taux kilométrique est déterminé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 novembre 1993 susvisé ;
- le coefficient multiplicateur est fixé à 1,2 lorsque le nombre de fonctionnaires est inférieur à 100, à 1,5 entre 101 et 500 fonctionnaires et à 1,7 au-delà.

Art. 3. - Le directeur général de la police nationale et le directeur de la programmation, des affaires financières et immobilières au ministère de l'intérieur et le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1997.

Par le Premier ministre :

le ministre de l'intérieur - Jean-Louis DEBRE

le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement - Alian LAMASSOURE